

Newsletter
du KOFF
N° 145, mai 2016



Quelle liberté d'action
pour la société civile ?

Éditorial

La situation est des plus paradoxales : d'un côté, le rôle clé de la société civile dans la résolution des conflits et la promotion de la paix ne cesse d'être mis en avant. De l'autre, sa marge de manœuvre et sa liberté d'action ont tendance à se réduire. Quels sont les facteurs externes et internes qui ont provoqué ces restrictions ? Et quelles sont les initiatives à adopter pour faire face à ce phénomène ?

Honduras, Russie, Laos, Afghanistan, Palestine : les contextes illustrés dans cette édition offrent un aperçu de certains des facteurs ayant contribué à la restriction de la marge de manœuvre de la société civile. Ils mettent également en lumière quelques-unes des stratégies développées par les acteurs suisses de la promotion de la paix afin de contrer cette tendance. Le but étant également de montrer à quel point le phénomène est mondial mais demeure aussi très spécifique au contexte.

Marie Seidel
Rédactrice

Table des matières

POINT FORT			
> Honduras: créer des espaces pour la société civile	3	POUR ALLER PLUS LOIN	
		> Étude sur la situation de la société civile dans quatre pays	10
DOSSIER		> CIVICUS : un réseau mondial pour la société civile	11
> Quelle marge de manœuvre pour la société civile en Israël et en Palestine ?	4	ACTUALITÉ	
> Laos : renforcer la société civile dans un environnement exigeant	5	> swisspeace / KOFF	11
> Abkhazie : rencontre autour de la culture	6	> Membres du KOFF	12
> Accompagnement et protection pour la société civile kényane	6	> Organisations internationales partenaires	13
> RDC : climat de peur à l'approche des élections	7	CALENDRIER	
> Quelle marge de manœuvre dans la région post-soviétique ?	8	> Événements	13
> Espace pour la société civile : le cas de l'Afghanistan	9		
> Réduction de la marge de manœuvre : le rôle des acteurs externes	9		

Éditeur :
Centre pour la promotion de la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
P.O. Box, CH-3001 Bern
Tél : +41 (0)31 330 12 12
www.koff.ch

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Honduras: créer des espaces pour la société civile

Les développements politiques, juridiques, économiques et sociaux au Honduras entravent chaque jour davantage le travail des organisations de la société civile. À l'initiative de Peace Watch Switzerland (PWS) et de l'Entraide Protestante Suisse (EPER) et avec le soutien de cinq autres ONG suisses et de la Direction du développement et de la coopération (DDC), le KOFF a lancé un processus d'apprentissage commun afin d'élaborer une analyse participative et différenciée de la société civile hondurienne et de sa marge de manœuvre, et de développer des stratégies communes de protection et d'élargissement de cette marge. Ce processus, qui dépasse le cadre de la mise en œuvre de programme et encourage les approches et synergies novatrices, est d'une importance cruciale au regard des défis à relever.

KOFF

Anna Leissing
Program Officer

EPER

Una Hombrecher
Chargée des questions de paix et de transformation des conflits

Peace Watch Switzerland

Marianne Widmer
Directrice

Liens

KOFF

EPER

Peace Watch Switzerland

Alliance ACT/CIDSE. Space for Civil Society – How to protect and expand an enabling environment. 2014

CIVICUS. State of Civil Society Report. 2015

Résumé en français du rapport de CIVICUS

Task Team on CSO Development Effectiveness and Enabling Environment. Review of Evidence of Progress on Civil Society-related Commitments of the Busan High Level Forum. 2013

Accès à l'information, libre expression, participation aux processus politiques, liberté de réunion, protestation pacifique : les espaces d'action de la société civile sont des conditions indispensables à une politique de développement et de paix efficace et durable. Cependant, de nombreuses études montrent que cette marge de manœuvre n'a cessé de se réduire à travers le monde au cours des dernières années. Depuis le printemps arabe, qui a mis en lumière le potentiel de l'action citoyenne, les gouvernements ont été toujours plus nombreux à édicter des lois visant à museler les courants de critique de l'État. Sous couvert de guerre contre le terrorisme, les populations sont privées de leurs droits fondamentaux démocratiques, alors même que leur rôle clé dans la coopération internationale ne cesse d'être mis en avant. Mais la législation n'est qu'une partie du problème. Les organisations de la société civile (OSC), surtout celles actives dans la défense des droits humains, sont victimes de stigmatisations et de diffamations publiques systématiques, et subissent des menaces et des violences pouvant aller jusqu'au meurtre.

À l'initiative de PWS et de l'EPER et avec le soutien de cinq autres ONG suisses et de la DDC au Honduras, le KOFF a lancé dans ce pays au printemps dernier un processus d'apprentissage commun. Découlant d'une méthode conçue par l'Alliance ACT, cette démarche locale vise à élaborer une analyse participative et différenciée de la société civile hondurienne et de sa marge de manœuvre, et à développer des stratégies communes de protection et d'agrandissement de cette marge. À cette fin, deux ateliers, des entretiens individuels, des groupes de discussion et un questionnaire électronique ont permis de recueillir les expériences d'un maximum d'OSC.

Très vite, les relevés empiriques ont laissé transparaître l'ampleur des défis à relever : les collectifs de paysans ont rapporté des violences brutales subies dans le cadre de conflits fonciers avec le gouvernement et des entreprises ; les journalistes ont évoqué des restrictions légales à l'accès à l'information publique ; les groupes de femmes ont déclaré avoir l'interdiction de soutenir publiquement des victimes de violences domestiques et les organisations de défense des droits humains ont critiqué l'absence totale de protection des personnes menacées en raison de la corruption des fonctionnaires et d'un taux d'impunité d'environ 96 %. La majorité des personnes interrogées ne voit aucune possibilité de faire valoir leurs droits ou leurs aspirations et dénoncent un « État armé », qui agit dans l'intérêt des élites nationales et transnationales et prépare le terrain pour un modèle de développement néolibéral. Dans ce contexte, les droits sociaux et garanties de l'État de droit sont souvent perçus comme des obstacles à la maximisation du profit et peu à peu abolis. Le phénomène culmine dans les « régions spéciales de développement » où la constitution hondurienne n'est plus appliquée. Ces tendances se sont intensifiées depuis le coup d'État de 2009 et alimentent une violence criminelle massive et quotidienne qui menace gravement la sécurité. Ainsi, le nombre de meurtres a presque doublé depuis 2008, et le Honduras présente depuis 2012 le taux d'homicides volontaires le plus élevé du monde.

Les organisations locales ne semblent pas en mesure d'enrayer ces évolutions. Certes, elles résistent aux pressions, mais elles ne font bien souvent que réagir

aux événements, se focalisant sur la défense de droits sectoriels, leur propre survie ou la protection de leurs membres. Cela a pour conséquence d'affaiblir encore davantage une société civile déjà fortement fragmentée. En outre, la coopération internationale fait l'objet de critiques de fond, alors même qu'elle est source de dépendance et de concurrence en matière de financement, ce qui engendre des situations paradoxales où les OSC sont vite estampillées comme étant soit trop proches du gouvernement, soit trop à gauche. Le dialogue objectif, propice à la confiance et à la compréhension, est quasiment inexistant, interdisant toute possibilité d'élaboration d'une vision stratégique commune à long terme.

Le processus d'apprentissage commun intervient à ce niveau. Le potentiel qu'il recèle est considérable, mais les défis à relever le sont aussi. Ainsi, l'analyse commune crée un espace d'échange et de compréhension mutuelle, mais nécessite aussi une confiance qui ne peut s'établir que dans ces espaces. En raison de la méfiance des personnes sollicitées et des craintes exprimées en matière de sécurité, l'enquête électronique a enregistré un très faible taux de réponse. Les données complètes n'ont pu être relevées qu'après des prises de contact individuelles par des interlocuteurs de confiance et des rencontres répétées, elles-mêmes rendues possible par les relations de longue date entretenues sur place par les ONG suisses. Il existe un autre cercle vicieux : les stratégies communes profitent certes des synergies et du savoir des différents acteurs, mais elles sont vouées à l'inefficacité tant que la société civile doit faire face à des menaces existentielles que ces stratégies visent précisément à combattre. Un exemple tragique est celui de l'assassinat de Berta Cáceres, dont l'organisation COPINH milite pour l'accès à la terre et les droits de la population autochtone. Les circonstances de ce crime sont emblématiques de la situation : l'assassinat malgré les mesures de protection de la Commission Interaméricaine des droits de l'homme, les spéculations des médias sur le mobile du crime, et le traitement inhumain infligé à Gustavo Castro Soto, témoin du drame, par les autorités.

Au regard de l'ampleur de ces défis, un processus d'apprentissage commun qui dépasse le cadre de la mise en oeuvre de programme et encourage les approches et synergies novatrices est d'une importance cruciale : d'abord pour servir de fondement à la planification des organisations engagées, ensuite pour ouvrir la voie à un lobbying politique en faveur d'une promotion de la paix et d'un développement sensible aux conflits, et enfin pour contribuer de manière positive au processus de transformation à long terme vers plus de paix et de justice au Honduras.

DOSSIER

Quelle marge de manœuvre pour la société civile en Israël et en Palestine ?

EPER

Una Hombrecher

Chargée des questions de paix et de transformation des conflits

Rula Hamdan Atamneh

Country Director

Avec cinq autres membres d'Alliance ACT, l'EPER a mené une étude sur la marge de manœuvre de la société civile en analysant les expériences de la société civile israélienne et des Territoires palestiniens occupés.

La majorité des participant(e)s considère que leur liberté d'action s'est restreinte à tous les niveaux ces cinq dernières années, en particulier en matière de liberté d'association, qui est nettement menacée.

En Cisjordanie et à Gaza, l'occupation israélienne, la dégradation des institutions et la séparation entre Hamas et Fatah sont autant de facteurs ayant contribué à ces restrictions. Barrières administratives, restrictions de mouvements et menaces physiques directes entravent régulièrement le travail des organisations de la société civile (OSC). En Cisjordanie, l'application inégale et arbitraire de la loi palestinienne

[Lien](#)[L'EPER en Palestine/Israël](#)

sur les ONG contribuent encore davantage à la restriction de leur liberté d'action. Tous les groupes de discussion en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est ont en outre évoqué le problème des donateurs. Les participant(e)s ont en effet affirmé que certains donateurs posaient des conditions idéologiques à l'attribution de fonds, comme celles de ne pas soutenir la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions envers Israël ou encore la campagne « Stop the Wall ».

En Israël, les OSC ont évoqué le manque de tolérance des autorités et d'autres acteurs envers le travail des organisations de défense des droits humains, ainsi que le climat croissant d'intimidation qui règne depuis six ans. Elles ont aussi mentionné la campagne de stigmatisation dont elles sont victimes et qui accompagne souvent la collaboration avec d'autres organisations pacifiques travaillant sur les questions de droits humains, de religion ou de sexualité.

Parmi les stratégies d'adaptation mentionnées lors des discussions figurent le renforcement des réseaux et la création de coalitions afin d'améliorer le plaidoyer, ainsi que l'adhésion des OSC à des codes de conduite reconnus afin d'accroître leur légitimité. Donateurs et gouvernements sont en outre appelés à appliquer systématiquement une approche basée sur les droits humains plutôt que sur l'aide humanitaire, ce qui permettrait de se positionner clairement contre l'occupation.

Laos : renforcer la société civile dans un environnement exigeant

HELVETAS Swiss**Intercooperation**

[Daniela Renner et Christoph Oertle](#)

Coordinateurs de programme, Laos

[Celestine Krösschell](#)

Directrice pays, Laos

[Sarah Byrne](#)

Conseillère, gouvernance locale et société civile

[Liens](#)

[HELVETAS au Laos](#)

[Learning House for Development](#)

[Réseau des ONGI au Laos](#)

La société civile laotienne est décrite tantôt comme émergente ou naissante, tantôt comme restreinte et limitée. Le cadre juridique régissant les activités d'une société civile organisée a été instauré en 2009, avec un décret entérinant la reconnaissance officielle des organisations à but non lucratif comme entités légales. Autre étape importante, l'intégration en 2010 du Programme d'action d'Accra au programme laotien sur l'efficacité de l'aide. Parallèlement aux associations à but non lucratif déclarées, d'autres organisations interviennent dans l'espace public, notamment des organisations communautaires et d'autres financées par l'État.

Les organisations de la société civile (OSC) opèrent cependant dans un contexte exigeant, dans lequel beaucoup de membres du gouvernement et d'autres acteurs ont une compréhension extrêmement limitée du rôle de la société civile dans la contribution au développement durable. La législation et les procédures, très lourdes, sont des entraves à l'indépendance et à la productivité des OSC. La plupart des organisations à but non lucratif fonctionnent comme des prestataires mettant en œuvre les projets du gouvernement, des partenaires de développement et des organisations internationales. Elles ont donc une indépendance et une responsabilité limitées envers leurs membres.

Depuis 2009, HELVETAS Swiss Intercooperation aide les OSC laotiennes à renforcer leurs capacités, et contribue à mettre en place divers mécanismes de coordination. L'organisation est membre fondateur de la « Learning House for Development », une initiative qui permet aux membres de la société civile d'échanger leurs expériences et de coordonner actions et stratégies avec les partenaires de développement. Grâce à des initiatives en réseau, HELVETAS prône un environnement plus favorable, et notamment un dialogue politique plus inclusif, la mise en œuvre effective de l'État de droit, et le renforcement de la gouvernance. Avec ses partenaires, HELVETAS s'attache à a) aider les OSC partenaires à renforcer leurs capacités, b) mettre en place des plateformes décentralisées afin d'étendre le renforcement des capacités aux OSC situées en dehors de la capitale, et c) promouvoir le dialogue entre les responsables politiques et la société civile à différents niveaux.

Dans ce contexte exigeant, HELVETAS réaffirme son engagement à soutenir les OSC partenaires en leur apportant les compétences et les ressources nécessaires à la réalisation de leurs objectifs, leur permettant ainsi de contribuer au développement durable et équitable au Laos.

Abkhazie : rencontre autour de la culture

artasfoundation

Sabine Jenni

Coordinatrice de projet

[Lien](#)

[artasfoundation](#)

L'art implique échanges et collaboration, peut tout se permettre, et suscite des débats. C'est pourquoi, les initiatives artistiques, en tant qu'approche innovante, peuvent créer des lieux et des instants précieux pour favoriser les rencontres de la société civile, notamment dans les contextes de conflit, lorsque la société civile commence tout juste à se (re)former.

Le centre culturel « Sklad » en est un bon exemple. Il se trouve à Soukhomi, capitale de l'Abkhazie, une région située dans les frontières internationalement reconnues de la Géorgie. Après des actes de guerre en 1992-1993, l'Abkhazie a déclaré son indépendance, mais celle-ci n'a été reconnue qu'en 2008, et uniquement par la Russie. Le conflit a poussé le pays dans l'isolement et la pauvreté, les tensions ethniques restent vives, et la scène politique locale est fortement influencée par la Russie.

Le centre culturel « Sklad », qui a vu le jour sous l'impulsion de la fondation suisse artasfoundation, représente une nouveauté dans la région : il n'appartient ni à l'État, ni à un groupe politique, et il présente de l'art local et international. Ses créateurs s'inspirent de la vie culturelle des grandes villes européennes, sans se laisser confisquer leur action par un quelconque groupe politique. L'art jouissant d'une totale liberté d'interprétation, le centre crée un espace de rencontres et de discussion indispensable à l'émergence d'une société civile.

Depuis sa création en octobre 2015, trois expositions y ont été organisées, ainsi que de nombreux événements. L'artiste Arkhip Labakhua, très connu au niveau local, par exemple, y a monté une exposition, un écrivain a présenté son dernier livre, et l'exposition d'art suisse coorganisée par artasfoundation a attiré plus de 500 visiteurs. Récemment, une journaliste a demandé une subvention pour exposer au « Sklad » des portraits de personnes appartenant à des minorités ethniques. La collaboration avec le centre culturel bénéficie du soutien financier de la Division Sécurité humaine du DFAE.

Les initiatives lancées attestent du fort besoin d'un lieu de rencontre, mais représentent aussi un défi compte tenu des ressources limitées – autant de problèmes bien connus des acteurs de la société civile locale.

Accompagnement et protection pour la société civile kényane

PBI Suisse

Shirin Fallahpour

Assistante en recherche de fonds et en communication

Sur invitation de Peace Brigades International (PBI), le Kenyan Gacheke Gachihi est venu en visite en Suisse du 6 au 10 avril afin de parler de son travail de défenseur des droits humains et d'exposer les défis auxquels il doit faire face. Enfant, il a été victime des violences qui ont suivi les élections présidentielles de 1992, et déplacé

[Liens](#)

[Projet de PBI au Kenya](#)

[PBI Bulletin Facing PEACE sur le Kenya – mars 2016 \(en allemand\)](#)

de force à Nairobi. À Mathare, l'un des plus grands bidonvilles non officiels de la capitale, il a travaillé comme laveur de voitures, et a subi les violences policières. Il a ensuite cherché protection auprès d'une organisation de défense des droits humains, avant de devenir lui-même activiste.

Le gouvernement actuel du président Kenyatta réduit de plus en plus la marge de manœuvre de la société civile. « La plus grosse difficulté que nous rencontrons est la restriction de notre liberté d'expression », dit Gachihi. En 2014, tandis qu'il manifestait pacifiquement contre une nouvelle loi sécuritaire, il a été arrêté, torturé et arbitrairement incarcéré. Officiellement, la loi vise à lutter contre le terrorisme, mais elle entrave aussi la liberté d'expression et le droit de réunion. Gachihi a dû verser une amende très élevée, et a été accusé devant la justice d'avoir participé à un rassemblement illicite et incité à la violence – des accusations toujours maintenues aujourd'hui.

Comment, dans ces conditions, les activistes peuvent-ils continuer à travailler et être reconnus par la population ? « À Nairobi, de nombreux défenseurs des droits humains travaillent dans des bidonvilles non officiels. Ils n'ont pas un nom connu, qui apparaît dans les médias. Dans ce contexte, les organisations telles que PBI sont une aide non négligeable », explique Gachihi. Les volontaires de PBI accompagnent les activistes aux postes de police ou auprès des autorités locales, imposant à ces dernières une pression internationale. Cela évite des excès de violence, et permet aux défenseurs des droits humains de poursuivre leur travail et de préserver ainsi la liberté d'action de la société civile.

RDC : climat de peur à l'approche des élections

Action de Carême

[Valérie Lange](#)

Responsable du dossier
Analyse psychosociale des conflits

[Liens](#)

[Action de Carême en RDC](#)

[Lignes directrices de la Suisse concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme](#)

[Commission épiscopale pour les ressources naturelles](#)

La République démocratique du Congo (RDC) donne à voir des institutions politiques stables. Le mandat de Joseph Kabila au pouvoir depuis 2001 se terminera, conformément à la constitution, en décembre 2016. Les élections présidentielles sont prévues le 27 novembre mais la Commission électorale nationale indépendante (CENI) invoque la nécessité de mettre à jour le fichier électoral pour demander un report.

C'est un climat d'incertitude assorti d'inquiétude qui prévaut au sein de la population lasse de conditions de vie indignes et d'absence de perspectives. Depuis les manifestations de janvier 2015, les atteintes aux droits humains se sont encore multipliées, à travers notamment les arrestations et détentions arbitraires.

Des partenaires d'Action de Carême dont les activités font l'objet de multiples enjeux sont aussi mis sous pression et voient leurs activités entravées. Ainsi, des représentant(e)s des observatoires des ressources naturelles de la CERN (Commission épiscopale pour les ressources naturelles) ont déjà fait l'objet d'intimidations et de menaces. Les exactions commises par le régime créent un climat général de peur.

Entre les partenaires d'Action de Carême, et avec l'ensemble de la société civile congolaise, l'échange d'informations s'intensifie. La mise en commun des informations entre partenaires et au sein du réseau d'ONG congolaises est en effet la première mesure afin d'identifier les risques et de définir la marge de manœuvre disponible. Le contact avec l'ambassade de Suisse a également été pris afin de solliciter l'application des mesures stipulées dans les Lignes directrices de la Suisse concernant la protection des défenseurs des droits humains. Dans une résolution d'urgence adoptée le 10 mars 2016, le Parlement européen s'est

également fait l'écho de ces inquiétudes et appelle, entre autres, à la cessation des arrestations arbitraires, à l'ouverture de poursuites à l'encontre des auteurs de violations des droits humains ainsi qu'au respect du calendrier électoral.

Quelle marge de manœuvre dans la région post-soviétique ?

International Partnership for Human Rights (IPHR)

Brigitte Dufour

Directrice

Liens

Plateforme pour la solidarité civique

Lignes directrices relatives à la protection des défenseurs des droits de l'homme – OSCE

Lignes directrices sur la liberté d'association – OSCE

Lignes directrices sur la liberté de réunion pacifique – OSCE

Ces dernières années, la capacité des organisations de la société civile à effectuer leur travail a considérablement diminué dans l'espace post-soviétique. La multiplication des restrictions des libertés fondamentales a pesé sur la marge de manœuvre dont dispose la société civile pour opérer sans crainte de représailles.

La Russie a donné un exemple problématique avec la loi sur les « agents de l'étranger », qui oblige les organisations ayant une « activité politique » – terme trop largement défini – et bénéficiant de financements étrangers à s'enregistrer comme « agents de l'étranger » et à œuvrer sous cette étiquette. Une autre loi récente confère aux autorités le droit de déclarer des organisations étrangères « indésirables », et plusieurs organisations donatrices et non gouvernementales ont été contraintes de mettre un terme à leurs programmes dans le pays. La législation répressive russe a aussi été appliquée aux relations avec la société civile en Crimée, et les défenseurs des droits humains se sont heurtés à des restrictions d'entrée et de sortie du territoire de la péninsule. Les défenseurs des droits de la minorité tatare ont été particulièrement exposés au harcèlement.

En Azerbaïdjan, la législation relative aux ONG restreint les conditions d'enregistrement et d'accès au financement de ces dernières. Les autorités y appliquent activement des dispositions contraignantes pour faire pression sur les ONG indépendantes et emprisonner leurs responsables. Même si dernièrement, certains défenseurs importants de la société civile ont été graciés et que quelques-uns ont vu leur peine de prison commuée en sursis, tous les autres demeurent injustement en prison, et en l'absence des réformes législatives nécessaires, l'ensemble des défenseurs des droits humains font face à des risques de persécutions.

Dans toute l'Asie centrale, les défenseurs des droits humains subissent des pressions. Alors que le climat demeure extrêmement répressif envers la société civile au Turkménistan et en Ouzbékistan, la situation s'est récemment détériorée au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, la protection de la sécurité nationale étant invoquée pour justifier le harcèlement des ONG et des militant(e)s et les atteintes à leurs droits.

Face à ce problème, les acteurs de tous niveaux doivent œuvrer avec plus de cohérence et de détermination à la mise en place d'un véritable changement positif. La Plateforme pour la solidarité civique (CSP) s'efforce de contrer cette dérive dans la région de l'OSCE en soutenant les défenseurs des droits humains les plus menacés. En mai, la CSP organise à Tbilissi un workshop organisé dans le cadre de la présidence allemande de l'OSCE sur le « rétrécissement de la marge de manœuvre de la société civile » afin d'élaborer des stratégies pour faire face aux défis actuels.

Espace pour la société civile : le cas de l'Afghanistan

[Pour plus d'information](#)

DDC
Anne Savary

[Liens](#)

[La DDC en Afghanistan](#)

[Civil Society and Human Rights Network](#)

[Afghanistan Research and Evaluation Unit](#)

[Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État](#)

[International Safety Organisation Network \(INSO\)](#)

La mise en place de structures démocratiques, la présence de la communauté internationale et l'afflux de fonds ont offert de nouvelles opportunités à la société civile afghane. Le gouvernement s'engage à instaurer un dialogue constructif avec la population pour assurer l'implication entière et efficace de celle-ci dans les processus politiques clé et les réformes majeures. Le cadre législatif a été amélioré afin de simplifier les démarches d'enregistrement et l'accès à l'aide internationale pour toutes les catégories d'organisations de la société civile (OSC). Un mécanisme de coopération a en outre été mis en place entre la société civile et le gouvernement pour renforcer la coopération et la redevabilité mutuelle.

Toutefois, le financement extérieur a incité les OSC à répondre aux priorités à court terme des donateurs au lieu de consolider une stratégie de long terme. En outre, les modalités de financement de l'aide, la nécessité de gérer des contrats importants et la réticence des donateurs à prendre des risques financiers ont freiné la participation d'OSC plus petites mais pourtant très ancrées dans la population.

En s'appuyant sur ces expériences et en reconnaissant le rôle majeur des acteurs de la société civile, la DDC favorise, via son programme, la création d'espaces de dialogue pour promouvoir le développement d'un environnement propice pour la société civile et des relations constructives entre l'État et la société. À travers son soutien à la Commission afghane indépendante des droits humains, la DDC prône le respect des droits civils et politiques permettant aux OSC d'agir au sein d'un environnement sûr. Elle fait partie du Groupe de travail sur les défenseurs des droits humains, lequel analyse la situation des OSC et rapporte les cas sensibles au gouvernement afghan. La DDC soutient des programmes de renforcement de la société civile, tels que le Civil Society and Human Rights Network, dont le but est d'aider des OSC à former des alliances efficaces et durables pour un meilleur plaidoyer. Elle encourage également la création de mécanismes de participation et de redevabilité avec les gouvernements locaux, ainsi que l'intégration de la société civile dans les processus de gouvernance locale.

Par ailleurs, la DDC soutient des organismes de recherche tels que l'Afghanistan Research and Evaluation Unit, promouvant l'élaboration de politiques et des débats publics fondés sur des données factuelles. De plus, la DDC soutient une organisation indépendante (INSO) qui offre aux OSC des conseils et analyses sécuritaires permettant à ces dernières de maintenir leurs activités dans les contextes fragiles. Enfin, la DDC soutient la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, un réseau mondial dont l'Afghanistan fait partie et qui coordonne la participation de la société civile au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

Réduction de la marge de manœuvre : le rôle des acteurs externes

FriEnt
Anja Justen
Représentante du Consortium
Service Civil pour la Paix (SCP)

Les acteurs de la société civile jouent un rôle essentiel dans la conception des processus de transformation et dans la prévention et le traitement des conflits. Pour pouvoir agir, ils ont besoin d'un cadre légal, administratif, financier, et surtout politique, approprié. On assiste pourtant à une réduction considérable de leur marge de manœuvre à travers le monde.

Claudia Rolf
Représentante de la
Fondation Heinrich Böll

[Liens](#)

FriEnt

[FriEnt Peacebuilding Forum
2015 – Session : Shrinking
space – creating space!?](#)

Ces restrictions représentent un défi majeur, en particulier pour les acteurs intervenant dans des contextes fragiles et touchés par les conflits, puisqu'elles rendent quasiment impossibles le dialogue, l'inclusion, la participation et la prise de responsabilités, autant d'éléments clés des processus de paix. Les réponses des gouvernements et des donateurs aux mesures répressives, souvent présentées comme des dispositifs de lutte contre le terrorisme ou d'harmonisation des priorités nationales en matière de développement, sont jusqu'ici insuffisantes. La situation est également en cela préoccupante qu'elle a un impact négatif sur l'aide et la solidarité internationales en faveur de la société civile œuvrant pour la paix.

FriEnt s'est penché sur cette question dans le cadre du FriEnt Peacebuilding Forum 2015. L'organisation met en avant des approches et des stratégies élaborées par des acteurs de la société civile impliqués dans la promotion de la paix, qui visent à protéger et à élargir la marge de manœuvre de la société civile. Cet échange doit également permettre de comprendre quel est le rôle de l'aide internationale à cet égard.

Les acteurs externes, qu'ils soient étatiques ou non, œuvrant dans des contextes de conflit doivent être conscients de leur rôle et de leur responsabilité, car leur engagement en période de restrictions a des répercussions sur le rôle de la société civile. Une connaissance des réalités locales et de la pluralité de la société civile est essentielle. Tout engagement externe devrait par conséquent aussi prendre en compte les conséquences des restrictions sur la société civile locale et sur la protection de celle-ci.

Les intérêts géostratégiques, économiques et de politique de sécurité jouent également un rôle dans la réponse apportée à la réduction de la marge de manœuvre de la société civile. En raison de ces restrictions, les acteurs externes doivent tenir compte des interactions entre les différents domaines politiques. L'intégration de points de vue différents, c'est-à-dire émanant d'acteurs internes et externes de gouvernements ou de la société civile, est en ce sens essentielle pour faire avancer le dialogue.

[POUR ALLER PLUS LOIN](#)

Étude sur la situation de la société civile dans quatre pays

[Lien](#)

[Alliance ACT/CIDSE. Space for
Civil Society. How to Protect
and Expand an Enabling Envi-
ronment. 2014](#)

L'étude « Space for Civil Society. How to Protect and Expand an Enabling Environment » menée par l'Alliance ACT et la CIDSE au Malawi, au Rwanda, en Colombie et au Zimbabwe entre 2009 et 2013 révèle que de nombreuses personnes travaillant pour des organisations de la société civile ressentent de la peur dans l'exercice de leurs fonctions et que le harcèlement, la censure et des lois excessives entravent leur travail. Outre les mécanismes qui tendent à réduire la marge de manœuvre de la société civile, l'étude recense et analyse les approches qui ont eu des conséquences bénéfiques et favorisé un environnement propice. Les recommandations formulées afin de préserver la marge de manœuvre de la société civile et d'assurer un développement durable s'adressent aux organisations internationales comme aux mouvements de base locaux.

CIVICUS : un réseau mondial pour la société civile

Liens

CIVICUS. State of Civil Society Report. 2015

Site Internet de CIVICUS

Le rapport « State of the Civil Society Report 2015 » de l'Alliance mondiale pour la participation citoyenne (CIVICUS) offre un aperçu des développements observés au sein de la société civile au cours de ces dernières années. Il rassemble une grande diversité de points de vue et de contributions des organisations membres à travers le monde, traitant aussi bien des guerres civiles en Syrie et au Yémen que des défis posés à la population par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et des mouvements pour les droits civiques aux États-Unis. Il y est question de difficultés mais aussi d'opportunités et d'expériences fructueuses. Par ailleurs, le site Internet de CIVICUS constitue une plateforme d'information et d'échange à la disposition des organisations de la société civile du monde entier. Celles-ci y trouveront des études, des indicateurs et des analyses utilisables sur le terrain dans des activités spécifiques au contexte. Le site comprend également des projets communautaires qui soutiennent et conseillent les organisations dans la réalisation de leurs objectifs. Enfin, la rubrique « Événements » contient le calendrier des principales manifestations et conférences de la société civile à travers le monde.

ACTUALITÉ

swisspeace / KOFF

KOFF

Marie Seidel
Communications officer

Lien

Le KOFF en transition – rapport annuel 2015

swisspeace

Manuel Respondek
Stagiaire communication

KOFF en transition – rapport annuel 2015

Pour le KOFF, qui fêtera bientôt ses 15 ans, l'année écoulée a été déterminante à bien des niveaux. À la lumière des événements survenus au sein du KOFF mais aussi à l'échelle internationale et nationale, le rapport annuel du KOFF présente les moments forts de cette année 2015 : la mise en place de processus d'apprentissage dans des contextes locaux, la création d'une plateforme pour la communauté de la sensibilité aux conflits, la création de l'intergroupe parlementaire Promotion de la paix, sans oublier l'action du groupe de travail créé par le KOFF « Women Peace Security – reloaded » sur les limites et les opportunités présentées par le Programme de l'ONU pour les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que la série de tables rondes accompagnant les processus électoraux et de paix au Myanmar.

Aperçu des nouvelles publications de swisspeace

En février dernier, swisspeace a publié un Essential intitulé « On Gender. The Role of Norms in International Peace Mediation ». L'auteur Julia Palmiano Federer y étudie de manière critique le rôle exact des normes relatives au genre dans les processus de médiation. Briony Jones, Elisabeth Baumgartner et Sidonia Gabriel ont par ailleurs rédigé l'Essential « A Transformative Approach to Dealing with the Past », dans lequel elles étudient comment une approche de transformation du conflit pourrait contribuer à des processus de traitement du passé. La traduction espagnole de l'Essential « Securing Police Archives. A Guide for Practitioners » est désormais disponible, ainsi que la version arabe de l'Essential « A Conceptual Framework for Dealing with the Past ». Enfin, dans le dernier Working Paper de swisspeace, « Promoting Conflict-Sensitive Activity during Peacebuilding », Jolyon Ford tente de savoir si l'on peut encore affirmer que la reconstruction économique est déterminante pour la promotion de la paix alors que certains investissements privés produisent des effets incompatibles avec cet objectif.

swisspeace
 Ursina Bentele
 Program Officer, Training

[Liens](#)

[Complément d'information](#)

[Inscription](#)

[MAS en promotion civile de la paix](#)

[International Graduate School North-South](#)

[Masters de l'Université de Bâle](#)

Cours d'été : Myanmar - études sur la paix et les conflits

Comment les études sur la paix et les conflits favorisent-elles la compréhension des dynamiques de conflits au Myanmar, et comment les leçons tirées de ce contexte font-elles avancer la recherche ? S'appuyant sur les principales théories de la paix et des conflits, le cours d'été de 5 jours de swisspeace passe en revue les débats universitaires et politiques actuels sur la promotion de la paix et les met en perspective dans le contexte du Myanmar. Après une introduction aux théories de la paix et des conflits, et à l'architecture internationale de promotion de la paix, les participant(e)s analyseront la situation du Myanmar et réfléchiront aux différentes évolutions possibles. Qui sont les acteurs clés et quels sont les moteurs et les dynamiques de la transition ? Comment les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux interagissent-ils et quel rôle les acteurs externes jouent-ils dans le processus de paix ? Les participant(e)s se pencheront sur les thèmes spécifiques au Myanmar, notamment la conception du processus de paix, les transitions politiques, la formation de la nation, la société civile et les violences communautaires.

Ce cours d'été aura lieu du 27 juin au 1^{er} juillet 2016 à Bâle. Il peut constituer un module du programme du Master of Advanced Studies en promotion civile de la paix proposé par swisspeace et l'université de Bâle, s'intégrer au cursus de l'International Graduate School North-South, ou aux masters de l'Université de Bâle. La date limite d'inscription est fixée au 15 mai 2016.

Membres du KOFF

Mission 21
 Detlef Lienau

[Lien](#)

[Mission 21](#)

Comment lutter contre la radicalisation religieuse ?

Fin février, près de 80 personnes ont participé au colloque « Tschüss, ich geh in den #Krieg » (« Salut, je pars faire la #guerre ») organisé à Bâle par Mission 21 et consacré aux mesures préventives permettant d'empêcher le basculement dans le radicalisme religieux. La sociologue Edit Schläffer a présenté SAVE, son réseau de femmes qui offre éducation et formation aux mères habitant dans des régions en crise. Miryam Eser Davolio, chercheuse en sciences de l'éducation, a elle parlé de son étude intitulée « Arrière-plan de la radicalisation djihadiste en Suisse », qui met en lumière la diversité des motivations des individus et des circonstances de leur basculement. L'imam Mustafa Memeti a expliqué comment les religieux islamiques peuvent user de leur autorité pour empêcher l'émergence de sociétés parallèles. Enfin, Detlef Lienau et Magdalena Zimmermann de Mission 21 se sont prononcés en faveur d'une socialisation religieuse réfléchie et mûrie par le dialogue permettant d'empêcher le développement du fondamentalisme. Dans cet esprit, ils encouragent la formation d'imams et de pédagogues islamiques. Ils ont aussi insisté sur le fait que le dialogue interreligieux ne doit pas éluder les questions controversées relatives aux valeurs. Mission 21 poursuivra sa série de colloques début 2017.

Nouveau blog sur la coopération internationale de la Suisse

Un monde sans pauvreté et en paix et la promotion d'un développement durable mondial : tels sont les objectifs sur lesquels la Direction du développement et de la coopération (DDC), la Division Sécurité humaine (DSH) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) concentreront leurs efforts communs dans la période allant de 2017 à 2020. À l'occasion de l'adoption par le Conseil fédéral du nouveau message sur la coopération internationale 2017-2020, le Département fédéral des affaires étrangères a ouvert un blog qui vise à favoriser l'échange d'idées sur la coopération internationale et ses objectifs. Articles, posts, tribunes et pistes de réflexion y seront régulièrement publiés. Les lectrices et lecteurs sont également invité(e)s à commenter les articles, partager leurs impressions, lancer des discussions et poser directement des questions au chef du DFAE.

DFAE
 Jean-Marc Crevoisier
 Chef de l'information

[Liens](#)

[Consulter le blog](#)

[Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020](#)

Organisations internationales partenaires

Déclaration de Stockholm

Les membres et partisans du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État de plus de 40 pays se sont réunis à Stockholm le 5 avril 2016 afin de s'accorder sur de nouveaux engagements en faveur des États fragiles et touchés par les conflits. Dans la Déclaration de Stockholm, ils se sont concrètement engagés à 1) intensifier les efforts pour lutter contre les causes de la fragilité des États, les conflits et la violence, ainsi qu'à utiliser les objectifs du New Deal pour guider leurs interventions ; 2) renforcer la participation active des femmes dans la promotion de la paix, en renforçant les liens entre la mise en œuvre du New Deal et celle de la résolution 1325 et des résolutions afférentes ; 3) élaborer des approches cohérentes favorisant les politiques inclusives et construire des structures efficaces pour la gestion des conflits et la réconciliation ; 4) renforcer l'efficacité et la coordination de l'aide au développement, et rapprocher l'aide humanitaire de l'aide au développement, et enfin 5) renforcer le partenariat entre pays ainsi qu'entre donateurs et organisations de la société civile afin d'instaurer la confiance et d'encourager le partage d'expériences.

Fondation Berghof

Le dernier « Berghof Handbook Dialogue » intitulé « Transforming War-Related Identities. Individual and Social Approaches to Healing and Dealing with the Past » étudie comment les individus et les sociétés font face aux souvenirs de guerre et aux traumatismes après des atrocités de masse. L'article de Brandon Hamber analyse différentes approches permettant d'aborder les souvenirs douloureux et explique les liens existant entre les différentes dimensions (interpersonnelles et intergroupes, souvenirs individuels ou collectifs et identités). Des spécialistes d'autres contextes réagissent ensuite à ces réflexions. Ils concentrent leur travail sur les traumatismes et étudient les expériences de personnes ayant des souvenirs douloureux suite aux conflits dans les Balkans, au Caucase, en Afrique du Sud ou encore en Allemagne.

CDA

Dans Conflict Sensitivity Mainstreaming Efforts (Efforts d'intégration de la sensibilité aux conflits), Nicole Goddard passe en revue quinze ans d'efforts d'intégration de la sensibilité aux conflits et leurs conséquences. Elle analyse le type d'efforts déployés afin de savoir ce qui pourrait notamment être mis en œuvre pour intégrer pleinement la sensibilité aux conflits et son analyse dans l'activité des organismes d'aide au développement.

CALENDRIER

Événements

Du 5 au 7 mai 2016

Après Berlin, le deuxième workshop des organisations de la société civile de l'OSCE se tiendra à Tbilissi. Organisé par la Plateforme pour la solidarité civile, il sera consacré à la réduction de la marge de manœuvre de la société civile et à la protection des défenseurs des droits humains. Complément d'information.

[Du 9 au 13 mai 2016](#)

Surmonter les violences passées est souvent présenté comme la base d'une paix durable, de la démocratie et de l'État de droit. Mais comment s'assurer de la pertinence et de l'efficacité à l'échelle locale d'un processus de traitement du passé ? Le cours de swisspeace « Dealing with the Past: Theory & Practice » offre des pistes de réponse en se concentrant sur les enjeux de l'élaboration et de la mise en place d'un processus de traitement du passé. [Complément d'information](#) et [inscription](#) (dernier délai).

[12 mai 2016](#)

L'assemblée générale des organisations membres du KOFF se tiendra le 12 mai de 13h15 à 16h15 aux Ateliers Bollwerkstadt à Berne. La première partie sera consacrée, entre autres, à l'élection des membres du nouveau conseil consultatif. La partie thématique sera l'occasion pour les chefs de section de la DSH de présenter leurs priorités régionales et thématiques. Cette présentation, suivie d'une discussion, vise à mettre en avant les possibles synergies entre la DSH et les membres du KOFF. [Complément d'information](#) et [inscription](#).

[18 mai 2016](#)

Le 18 mai 2016 à 18h15 à Berne, swisspeace organise une réunion d'information pour présenter son offre de formations post-diplômes. L'occasion de découvrir le vaste éventail de cours thématiques et de formations ainsi que les diverses formations post-diplômes dispensées par swisspeace et l'université de Bâle. [Complément d'information](#).

[21 et 22 mai 2016](#)

Vous êtes assis(e) dans l'autobus, de retour du travail. Tout à coup, vous êtes témoin d'une agression verbale. Allez-vous vous interposez ? Intervenir dans ce genre de situations demande du courage. En participant à l'atelier d'Amnesty International sur le courage civil, vous apprendrez à vaincre la peur et l'insécurité afin de réagir au mieux en situation de conflit. La formation dure une journée et a lieu à Zurich ou Berne. [Complément d'information](#) et [inscription](#).

[Du 23 au 27 mai 2016](#)

Justine Mbabazi, experte en conflit et droits des femmes, est durant une semaine l'invitée de PeaceWomen Across the Globe (PWAG). Discussions et conférences sont à cette occasion organisées à Bâle, Zurich et Berne. Ainsi, le 23 mai, le KOFF organisera une table ronde sur « la justice transitionnelle et la réconciliation au Rwanda – Leçons tirées d'une experte des questions de genre ». [Complément d'information](#) et [inscription](#) à la table ronde.

[Du 12 au 19 juin 2016](#)

L'institut pour la transformation des conflits et la promotion de la paix (ICP) organise pour la 9^e fois l'« international Summer academy and Forum on Peace Mediation and Dialogue » consacrée cette année à la médiation des conflits entre communauté et entreprise. Organisée en partenariat avec la fondation Caux-Initiatives et Changement, l'académie d'été se tiendra au centre de rencontre de Caux. [Complément d'information](#).

[Jusqu'au 15 juin 2016](#)

La Fondation CAUX-Initiatives et Changement fête 70 ans et organise à cette occasion une exposition itinérante. Intitulée « Premiers Pas », cette dernière vise, par le biais de portraits et de récits de personnes venues à Caux, à inspirer les visiteurs et à les encourager à faire eux aussi leurs « premiers pas » vers le changement. L'exposition est présente jusqu'au 15 juin à Montreux. [Complément d'information](#).

[Du 27 juin au 1er juillet 2016](#)

Comment les études sur la paix et les conflits favorisent-elles la compréhension des dynamiques des conflits au Myanmar, et comment les leçons tirées de cette situation font-elles avancer la recherche ? S'appuyant sur les principales théories de la paix et des conflits, le cours d'été de 5 jours de swisspeace passe en revue les débats universitaires et politiques actuels sur la promotion de la paix et les met en perspective dans le contexte birman. [Complément d'information](#) et [inscription](#) jusqu'au 15 mai 2016.

[Jusqu'au 30 juin 2016](#)

Vous avez jusqu'au 30 juin 2016 pour vous inscrire à la formation post-diplôme (CAS) en promotion civile de la paix. Dispensée par swisspeace et l'université de Bâle, cette formation continue informe les participant(e)s des dernières avancées dans les principaux domaines de la promotion civile de la paix et les familiarise à des méthodes pratiques. [Complément d'information](#) et [inscription](#).

[Du 22 août au 2 septembre](#)

[Événements du KOFF](#)

Le Centre de formation supérieure pour le développement rural (SLE) de l'université Humboldt de Berlin organise du 22 août au 2 septembre une formation sur la gestion et la transformation des conflits. [Complément d'information et inscription](#) (dernier délai).

Le [site Internet du KOFF](#) fournit toutes les informations sur les tables rondes et les autres manifestations du KOFF.

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Éditeur

KOFF de swisspeace

Contact

Sonnenbergstrasse 17
Case postale, CH-3001 Berne
Tél : +41 (0)31 330 12 12

Rédaction

Marie Seidel, Manuel Respondek

Mise en page

Liliana Rossier

Traduction

Übersetzergruppe Zürich

Couverture

Dans les rues de Tegucigalpa,
au Honduras, 2016. Copyright :
Anna Leissing/swisspeace

[Archives disponibles en ligne](#)

Le KOFF est un programme de swisspeace, la Fondation suisse pour la paix. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les organisations non gouvernementales (ONG) suisses suivantes :

Action de Carême	Fondation Hirondelle	miva Suisse - transporte l'aide
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Organisation suisse d'aide aux
Appel de Genève	Pestalozzi	réfugiés
APRED	Graines de Paix	Palmyrah
artasfoundation	Green Cross Suisse	Peace Brigades International
BAHA'I	GSsA	Peace Watch Switzerland
Brücke · Le pont	HELVETAS Swiss Int.	Quaker United Nations Office
Caritas Suisse	IAMANEH Suisse	SCI Suisse
Caux - Initiatives	Initiative de Lucerne pour la	Société pour les peuples
et changement	paix et la sécurité (LIPS)	menacés
cfid	Institute for Conflict Transfor-	Solidar Suisse
Conseil suisse pour la paix	mation and Peacebuilding	SOS Village d'enfants
Croix-Rouge Suisse	Interpeace	Swiss Academy for Development
DCAF	Ligue suisse des femmes	SWISSAID
Eirene Suisse	catholiques	Terre des Femmes Suisse
EPER	medico international schweiz	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour	Medienhilfe	TRIAL
du Monde	mission 21	World Vision Suisse
Femmes pour la Paix Suisse	MIR-Suisse	